

## Le livre noir des régions socialistes : les perles

Les présidents socialistes ont conduit depuis 2004 les régions sur une bien mauvaise pente. En effet, les impôts régionaux ont augmenté de plus de 35 % sur l'ensemble de la France, ce qui représente un prélèvement supplémentaire de **2 milliards d'euros pour les contribuables**

Ce ne sont pas les nouvelles compétences transférées en 2005, contrairement à ce qu'affirment les présidents socialistes qui viennent peser sur les budgets régionaux. C'est bien le financement des politiques socialistes qui ont fortement augmenté les dépenses de communication, les frais de fonctionnement et le saupoudrage des subventions aux associations ...

Voici quelques perles de la gestion socialiste dans les régions :

### ➤ Bretagne :

#### **Frais d'administration et personnel : une armée mexicaine**

Fin 2004, **401 fonctionnaires**. Au 1er décembre 2006, **582 fonctionnaires**. Soit 45% de fonctionnaires en plus et comme la région engage beaucoup de cadres et de contractuels la masse salariale a progressé sur la même période de **64%**. Rien que pour le **cabinet du président**, les effectifs sont passés de **5 personnes** en mars **2004** à **21 personnes aujourd'hui**.

De quoi contenter les syndicats ? Non pas du tout en croire le syndicat majoritaire CFDT qui vient d'adresser en octobre 2006 une Lettre ouverte au Président :

*« Monsieur le Président votre administration va mal. Les personnels ne se sentent pas bien. Le travail en pâtit. L'image de la Région en souffre. Il est de notre devoir de vous alerter sur cette situation qui semble s'empirer. Un fossé semble se creuser entre votre état-major et le reste du personnel ».*

#### **Colombo et Perry Mason en breton**

Pour élever le niveau culturel des jeunes bretons la Région a subventionné en 2005 la traduction et le doublage de l'excellente série américaine "**Perry Mason**" diffusée sur TV Breizh, pour la modique somme de **305 000 €**. En 2006, mais non ce n'est pas une obsession policière, traduction et doublage de "**Colombo**" pour **75 000 €**.

### ➤ Franche-Comté

#### **Personnel non reconnaissant**

Depuis 2004, les effectifs de la région ont augmenté de 51%. La conséquence de ces recrutements est que les locaux deviennent évidemment exigus. Le personnel a le sentiment d'être « *maltraité* » allant jusqu'à déposer il y a quelques jours **un préavis de grève**, phénomène qui n'était pas arrivé depuis 1992 !

## **Les lycées ne sont plus une priorité !**

Il y a quelques années, la politique franc-comtoise en faveur de l'éducation, était remarquée par le journal « Les Echos » pour être la 1<sup>ère</sup> de France pour son effort en faveur des lycées. Depuis 2004, **les lycées ne sont plus une priorité pour l'actuel exécutif.**

En 2003, la Région consacrait à ses lycées, 58,6 M€ de travaux de construction, d'amélioration et aux équipements. En 2007, les crédits sont réduits à 50,11 M€ ce qui représente une **diminution de - 14%**. Les lycéens apprécieront !

### ➤ **Haute -Normandie**

#### **Le « micro saupoudrage » des crédits régionaux**

Le saupoudrage des crédits régionaux à l'extrême conduit à des situations quasi comiques :

- **380 € de subvention** à une Communauté de Communes pour l'installation de panneaux solaires sur un bâtiment sportif.
- **35,49 € de subvention** à une exploitation agricole dans le cadre d'une action en faveur d'une agriculture raisonnée...

#### **En Haute-Normandie, on ferme des lycées !**

Alors qu'**Antoine RUFENACHT**, Président du Conseil régional de 1992 à 1998 pouvait se prévaloir d'avoir **créé une dizaine de lycées**, son successeur socialiste a rayé de la carte pas moins de 5 établissements d'enseignement : trois suppressions pures et simples (Jean Lurçat à Saint-Etienne-du-Rouvray, Jules Verne au Havre, Honoré-Pons à Saint Nicolas d'Aliermont) et deux suppressions par regroupement d'établissements (à Neufchatel-en-Bray). Prises sans concertation avec les enseignants, les lycéens et les parents d'élèves et sans débats en Assemblée plénière, ces suppressions génèrent une concentration des effectifs dans de gros établissements qui posent de plus en plus de problèmes de sécurité, de réussite scolaire et d'encadrement.

### ➤ **Ile-de-France**

#### **Les emplois tremplins ratent totalement leur cible**

L'exécutif de gauche s'était fixé début 2004 un objectif de **10 000 emplois-tremplin pour un montant de 150 M€ par an**. Trois ans après, l'exécutif socialiste a péniblement atteint **1163 postes**.

L'exécutif socialiste de la région Ile-de-France a de plus totalement **dénaturé le dispositif** des emplois tremplin pour tenter d'atteindre son objectif. Ainsi ; de nombreuses associations ont bénéficié d'emplois tremplin avec parfois des salaires de cadres (30 000 € nets par an) :

- SOS Racisme : 5 postes
- L'UNEF : 2 postes...etc

#### **Les inclassables**

✓ **105 000 €** pour mettre en place une monnaie électronique solidaire en Ile-de-France qui s'apparente au retour du troc !

✓ **50 000€** pour développer le projet funk therapy dont le principe est « *la rétrospective de l'histoire des différents courants de street issues des communautés minoritaires des ghettos des Etats-Unis* ».

✓ **48 000€** pour former les élus analphabètes issus du scrutin municipal dans le cercle de Nioro du sahel au Mali.

### ➤ Languedoc-Roussillon

#### **La folie des grandeurs**

Georges Frêche a décidé de créer 15 Maisons de la Région à travers le monde : Barcelone (Espagne), Berlin (Allemagne) Bruxelles (Belgique), Londres (Royaume Uni), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Moscou (Russie) New Delhi (Inde) Shanghai et Chengdu (Chine) Tokyo (Japon) Hanoï (Vietnam) Buenos Aires (Argentine) New-York (Etats-Unis d'Amérique) Sao Paulo (Brésil)

### ➤ PACA

#### **Un président excessif**

En 2005 au cours d'une assemblée plénière, en présence du secrétaire général de la préfecture de région, Michelle Vauzelle accuse l'Etat « **de se comporter en Etat colonial** » à propos de l'acte 2 de la décentralisation. Très choqué, le représentant du Préfet prend la parole en plein hémicycle pour condamner ces paroles. Le président se rendant compte de sa bévue, indigne d'un élu républicain, se rétracte. C'est la première fois qu'un préfet prenait la parole dans une assemblée régionale pour fustiger les propos du président.

Lors d'une autre séance, Michel Vauzelle a interpellé l'opposition régionale en accusant le gouvernement de « **vouloir faire travailler les enfants au lieu de les laisser à l'école et d'obliger les femmes à travailler la nuit** ». Il s'agissait dans le premier cas d'autoriser l'apprentissage à partir de 14 ans et dans le second cas de se mettre en conformité avec la législation européenne.

### ➤ Pays de la Loire

#### **La multiplication des « assises régionales »**

2005 aura été l'année des Assises régionales dans les pays de la Loire. Vaste démarche participative qui consiste à réunir des membres de la société civile, des citoyens, des associations, des usagers... Au total, plus de **100 réunions** se sont tenues sous la forme de **32 commissions thématiques**. Des débats publics citoyens ont été organisés ... Tout cela pour préparer le schéma de développement régional à l'horizon 2015. Et pour conclure, un nouveau type d'assises a été créé. Après décliné le principe des assises dans tous les thèmes possibles, les socialistes ont imaginé un genre nouveau : « les assises des assises ». Il s'agit d'un « **Forum des assises** » et ce n'est pas une blague qui a été organisé pour faire la synthèse des travaux et des débats.

## ➤ Picardie

### **Un conseil régional sans commission permanente**

En Picardie, la majorité PS-PC-Vert expérimente une nouvelle forme de conseil régional : le conseil régional sans commission permanente. Cette nouveauté institutionnelle est le résultat de la **brouille entre le président et son premier vice-président, le député communiste Maxime Gremetz**. Il était pourtant prévisible que compte tenu de la forte personnalité de ce dernier, il tenterait d'imposer au président ses positions. **Néanmoins, il n'est pas facile de se débarrasser d'un allié aussi encombrant.**

En effet, pour démettre son premier vice-président, le président GEWEC aurait du démissionner ou dissoudre la commission permanente. Or, ce dernier ayant trop peu confiance dans sa majorité, il a préféré **ne plus réunir la commission permanente**. Depuis le début du mois de décembre 2006, le Conseil régional de Picardie ne peut plus réunir sa commission permanente. Les élus se réunissent en session plénière.

## ➤ Poitou-Charentes

### **Des subventions régionales distribuées de façon partisane**

Le Fonds Régional d'Intervention Local (FRIL) finance des projets locaux en Poitou-Charentes. Sur un montant total de 8 M€ d'investissements, 2 M€, soit près de 24 % des subventions du FRIL, sont destinés à la circonscription de Madame Royal alors que cette circonscription ne représente que 5,3 % des habitants de la région.

### **D'autres associations bénéficient des largesses de Madame ROYAL**

#### **ATTAC**

La majorité régionale a attribué, par délibération du 10 juillet 2006 une subvention de **30 000 €** dans le cadre des universités d'été d'ATTAC qui se sont déroulées à POITIERS du 25 au 29 août 2006. En 2005, la majorité régionale avait déjà attribué d'une part, une subvention de **20 000 €** dans le cadre des universités d'été d'ATTAC qui se déroulaient à la faculté de Droit de POITIERS du 26 au 30 août, et d'autre part, une subvention de **19 000 €** dans le cadre des « Chemins de la découverte d'ATTAC » qui se déroulaient les 20, 21 et 27 août à CHATELLERAULT.

### **Les kits récupérateurs d'eaux pluviales, un saupoudrage coûteux**

La majorité de Madame Royal octroie des subventions pour l'acquisition de kits récupérateurs d'eaux pluviales. 188 dossiers sont subventionnés pour une dépense totale régionale de **7 687,68 € soit une moyenne de 40,89 € par dossier**. L'euro dépensé n'est pas ici un euro utile. On peut estimer que dans un Conseil régional de la strate de Poitou-Charentes, **un versement de subvention représente coûte 100 €.**

## ➤ Rhône-Alpes

### **Un très cher hôtel de région**

La construction d'un nouvel hôtel de région pour **157 millions d'euros, c'est-à-dire l'équivalent de 7 lycées.**